Emmanuel de Roux & Roland-Pierre Paringaux,
Razzia sur l'art. Vols, pillages, recels à travers le monde

Paris, Fayard, 1999, 352 p.

Julien Bosc

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2635>

DOI : 10.4000/lhomme.2635

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

Pagination : 336-338

ISBN : 2-7132-1316-9

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Julien Bosc, « Emmanuel de Roux & Roland-Pierre Paringaux, *Razzia sur l'art. Vols, pillages, recels à travers le monde* », *L'Homme* [En ligne], 153 | janvier-mars 2000, mis en ligne le 24 novembre 2006, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.2635>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Emmanuel de Roux & Roland-Pierre Paringaux, *Razzia sur l'art. Vols, pillages, recels à travers le monde*

Paris, Fayard, 1999, 352 p.

Julien Bosc

- 1 En 1997, Emmanuel de Roux et Roland-Pierre Paringaux, tous deux journalistes au *Monde*, publiaient plusieurs reportages sur le trafic des objets d'art. Ayant depuis poussé plus avant leurs investigations, ils en proposent ici un large panorama qui prouve, s'il était besoin, qu'aucune région du globe – pas même les océans – n'est à l'abri de ce qui constituerait désormais « la deuxième grande source de criminalité internationale organisée après le trafic de drogue » (p. 13).
- 2 Pour la plupart, les vingt et un chapitres de l'ouvrage sont autant de récits dont chacun rapporte l'histoire singulière d'un vol, d'un pillage, d'un recel ou d'une tentative d'escroquerie. Les cibles en sont, par nature, aussi variées que les créations esthétiques et artistiques des hommes. Pour n'en citer que quelques exemples : pendules ou meubles anciens de certains châteaux français ; œuvres religieuses (icônes, fresques...) des églises de la République tchèque ou de Chypre ; tableaux de maîtres ; richesses archéologiques de Pompéi ou du Pérou ; arts khmers, africains (sculptures et poteries) ou tissus sacrés des indiens Aymaras de l'Altiplano bolivien... Autant dire qu'aucun artefact n'est épargné dès lors qu'il s'agit d'entretenir un marché international de l'art souvent alimenté, dans l'ombre, par tout un réseau de trafiquants et receleurs, tandis qu'il est dévoilé au grand jour par des marchands et collectionneurs, de grandes salles des ventes (Sotheby's, Christie's...) ou des musées. Parfois du reste, les uns et les autres ont plus ou moins partie liée car ils savent aussi jouer, avec une mauvaise foi déconcertante quand elle n'est scandaleuse, des disparités législatives qui, selon les pays, régissent la vente, l'exportation, la protection des œuvres d'art et des biens culturels dans leur ensemble. Dans l'attente d'une éventuelle ratification par tous les pays concernés de la Convention UNIDROIT – qui « propose une charte afin d'encadrer plus solidement le marché de l'art » (p. 19) –, tous ces trafics s'organisent en dépit

d'institutions telles que l'Unesco, qui a établi des lois sur la protection du patrimoine culturel mondial (Convention de 1970), ou d'organismes publics (Interpol) et privés (Art Loss Register) dont le but est d'inventorier et de rechercher le maximum d'œuvres volées afin de pouvoir ensuite intervenir lorsqu'elles se retrouvent mises en vente ou exposées.

- 3 Pour preuve de ces connivences entre receleurs, marchands ou musées, de Roux et Paringaux montrent notamment du doigt le Museum of Art de New York (le Met). À la fin des années 60, ce musée acquit « les trois cent soixante objets du trésor de Lydie proposés par deux marchands de Manhattan » (p. 260), volés quelques années auparavant en Turquie d'où ils auraient transité par la Suisse avant de franchir l'Atlantique. Au terme d'une longue procédure judiciaire, le Met fut contraint de restituer à la Turquie l'ensemble de ces pièces, lesquelles sont depuis visibles au Musée des civilisations anatoliennes d'Ankara.
- 4 Les auteurs le précisent toutefois à juste titre, les musées américains ne sont pas plus malhonnêtes que ceux d'Europe qui ont eu « la possibilité de constituer leurs collections plus tôt, à une époque où l'origine des pièces ne posait guère de problèmes déontologiques » (p. 21). La récente polémique sur la spoliation des biens juifs par les nazis et l'attitude ambiguë de la Direction des musées de France, qui détient encore environ 2 000 œuvres classées « MNR » (Musées nationaux récupération), nous le rappelle sous l'un de ses aspects les plus sombres¹. Plus avant dans le siècle, l'histoire de la plupart des musées d'ethnographie européens, plus particulièrement celle de l'actuel Musée de L'Homme, qui constitua la majeure partie de ses collections africaines suite à la Mission Dakar-Djibouti de 1931-1933, « d'abord conçue comme une entreprise de collecte d'objets ethnographiques »², nous renvoie également aux vols et pillages jadis perpétrés par les anciennes puissances coloniales.
- 5 Pour ce qui relève de l'art africain – art nègre ou primitif dont la première vogue des années 20 ne semble pas près de s'éteindre –, le chapitre consacré à l'Afrique laisse penser que s'il tend à devenir « premier », ce serait aussi par rapport au rang qu'il occupe dans la longue liste des objets les plus volés et revendus à travers le monde. Objets convoités par l'Occident, mais aussi par les Africains eux-mêmes, quoique pour des raisons toutes différentes. En effet, qu'ils y soient ou non incités par des receleurs occidentaux ayant, *in situ*, des relais parfaitement organisés, certains villageois n'hésitent pas à monnayer les œuvres de leur patrimoine culturel afin de pallier tant soit peu la faiblesse de leurs ressources. Attitude qui ne saurait être condamnable en soi, comme le remarque l'archéologue nigérien Boubé Gado à propos d'anciennes poteries funéraires de la région de Bourra : « De toute manière, je préfère que les morts soient pillés plutôt que de voir les vivants crever ! » (p. 140) Et ce qui est vrai pour l'Afrique noire l'est aussi pour de nombreux pays du tiers monde ou en voie de développement.
- 6 En outre, malgré la complicité, la bienveillance ou le manque de moyens de certaines administrations locales vis-à-vis du trafic d'art qui touche leur territoire, se pose la question de la restitution des pièces qui sous-tend celle de leur préservation – et de leur réappropriation identitaire – une fois de retour dans des pays qui, pour la plupart, n'ont pas de tradition muséale. Pour d'aucuns, toutes les œuvres volées qui sont un jour ou l'autre retrouvées doivent être restituées ; pour d'autres, en ce qui concerne plus précisément les artefacts collectés par les anciennes puissances coloniales, « il faudrait mesurer l'inanité des politiques de rapatriement des objets vers leur lieu d'origine »³.

Débat largement ouvert qui, bien souvent et sans que les positions individuelles soient du tout aussi tranchées, opposent les chercheurs d'un côté, les collectionneurs et marchands de l'autre. Parmi ces derniers, certains se posent en effet comme « les nouveaux gardiens du Temple » puisqu'ils prétendent à eux seuls sauver de l'oubli ou de la destruction des œuvres qui n'appartiennent pas exclusivement à tels ou tels, mais à un patrimoine artistique mondial dont la délectation esthétique n'aurait que peu à voir avec la fonction et le contexte culturel où les œuvres furent créées. Et créées par des artistes qui, à la différence de ceux d'Occident, ne tirent qu'un maigre bénéfice de la valeur marchande de leurs créations une fois qu'elles sont entrées sur un marché de l'art qui leur échappe.

- 7 Au total, à travers un parcours dans les coulisses du trafic de l'art, cet ouvrage aborde, de front ou en creux, un ensemble de sujets dont l'ambition des auteurs n'était pas de les épuiser tous. L'un des intérêts du livre est donc de les mettre en perspective – sans parti pris ni ethnocentrisme – selon une approche rigoureuse qui constitue une base d'informations concrètes pour d'autres travaux ou réflexions à venir.

NOTES

1. Sur ce sujet – ainsi que sur l'attitude de certains marchands et collectionneurs, notamment suisses, qui collaborèrent, directement ou non, avec les nazis afin d'écouler des œuvres ayant appartenues à des juifs –, voir le documentaire réalisé par Bettina Hofmann, *Tableau d'un pillage*, production « Le temps présent-TSR », 1998.
2. Jean Jamin, « Introduction », in Michel Leiris, *Miroir de l'Afrique*, Paris, Gallimard, 1996 (« Quarto »).
3. Jacques Galinier & Antoinette Molinié, « Le crépuscule des lieux. Mort et renaissance du musée d'Anthropologie », *Gradhiva*, 1900, 24 : 93-102.